

# PTP

Je me présente en 10 secondes : je m'appelle Sid Klein et j'œuvre au sein de la communauté financière depuis 1982.

En plus de rapports financiers, j'ai beaucoup écrit sur notre annexion politique. Je prédis avec justesse, depuis 2003, les mesures et les étapes qui sonneront la fin de la Confédération. **Ce que le PTP favorise a été décrit comme étant la dernière grande étape.**

En deux minutes seulement, j'expliquerai la dernière étape du plan des États-Unis pour annexer mon pays, Mulroney et le chef du parti qu'il a contribué à créer, Stephen Harper, ayant lancé et conclu ce plan caché.

Pour le comprendre, le PTP doit ABSOLUMENT être examiné dans le contexte d'un autre grand événement avec lequel des militants, des écrivains, des néo-démocrates et des libéraux bien intentionnés ne font aucun lien. Ces bonnes personnes ne saisissent donc pas l'importance historique de ce qui se passe en ce moment, de la fin de la Confédération.

Au contraire, et à juste titre, ces bonnes personnes se concentrent aujourd'hui sur l'occasion ratée d'approfondir les aspects fondamentaux de la souveraineté, comme notre droit à faire preuve d'invention au Canada et notre droit à exprimer nos valeurs en ce qui concerne les soins de santé et l'environnement, tout en soulignant le fait que la preuve de l'issue du PTP se trouve dans l'issue tragique de l'ALENA. Depuis la conclusion de ce dernier, la qualité de vie des Canadiens ne s'est pas améliorée. Toute la croissance s'est produite aux États-Unis depuis 1990.

Les personnes présentes ici aujourd'hui n'ont pas à discuter des points du PTP. En vérité, elles doivent seulement soutenir que le passé est un prologue et raconter ce qui s'est passé au cours des dernières décennies.

Toutefois, je suis ici aujourd'hui pour faire très succinctement – en une minute de plus – des rapprochements, puisqu'aucun spécialiste du gouvernement ou des médias ne parle des **outils de la guerre, qui sont d'ordre FINANCIER!**

La souveraineté comporte trois piliers : 1) des frontières souveraines; 2) une devise souveraine; 3) des forces armées indépendantes.

Le PTP permettra aux sociétés américaines d'embaucher leurs propres employés avant d'embaucher des Canadiens.

(La question de savoir à qui ces étrangers paieront des impôts et où ils s'installeront en permanence n'est pas encore réglée. Présumons que la dernière ne se pose pas encore aujourd'hui.)

Au-delà de cette condition inacceptable pour tout pays SOUVERAIN dans l'histoire du monde, à défaut d'une presse ou de politiciens compétents, un pilier de la souveraineté est récemment tombé à l'insu de tous, comme un arbre qui a été coupé, mais qui n'est pas encore tombé faute d'une rafale.

Le Canada est le seul à ne pas accumuler d'or. En fait, contrairement à TOUS les pays de la Terre, il l'a en fait **TOUT** vendu, et ce **N'est PAS** un hasard.

Le Canada a vendu son or au **prix plancher**, tout juste au-dessus de 1 050 \$ l'once, **AVANT UNE AVANCE DE PLUSIEURS MILLIERS DE DOLLARS!**

Mulroney a vendu la presque totalité de l'or canadien. Harper a vendu les pièces de la Monnaie pour Dieu-seul-sait-quel-avantage au moment où l'on fusionnait notre devise avec le dollar américain, alors même que les ÉTATS-UNIS manquent **NÉCESSAIREMENT** à leur engagement de rembourser leur dette non remboursable (on accepte que les États-Unis renoncent à leur crédibilité face aux Chinois et aux Russes, qu'ils ont déjà vilipendés ouvertement, car, en Amérique du Nord, ils possèdent déjà toutes les ressources dont ils ont besoin, en l'occurrence les nôtres!).

Ils possèdent notre eau, que nous devons vendre pour obtenir de l'or et soutenir notre devise désormais sans fondement (**littéralement**). Le président de Coke, en entrevue à CNBC, a promis d'utiliser efficacement notre eau (il n'a jamais dit ouvertement qu'elle se situait au Canada), puisque, a-t-il expliqué, l'efficacité n'est pas la norme actuellement.

Puisque ce n'est pas le moment de discuter de la seule avenue possible pour sauver notre devise et, par extension, notre souveraineté, en raison des limites de temps et de l'absence de l'autorité politique essentielle et particulière ici aujourd'hui, je suis ici pour simplement vous enseigner ce qu'est le lien entre les étapes finales du plan de bataille de l'ennemi en vue de l'annexion du Canada et le rôle intégral de notre annexion dans la quête pour la **destinée manifeste** et la création d'un **autre grand bloc de devise (le dollar américain)**, dont je viens de parler.

Que Dieu protège notre pays, mais n'oublions pas que Dieu aide ceux qui s'aident eux-mêmes.

Protéger nos foyers et nos droits serait **sciemment** le seul espoir.

Or, le temps file. Les métaux précieux se préparent à entrer en éruption, et les marchés mondiaux, à s'effondrer. Tout cela fait partie du même scénario inventé dans le cadre duquel nos devises s'harmonisent.

D'où la « rafale ».

Continuer d'être dépourvu de connaissances aura été notre fin, ce qui, hélas, comme je le soupçonne, aura été le cas de notre Canada, qui fut jadis le phare d'un monde qui s'enfonçait de plus en plus dans les ténèbres.

Coupables de haute trahison, véritablement, Mulroney et Harper ont réduit au silence notre voix, qui fut jadis grande, au profit de leurs maîtres à Washington et à Wall Street, et je dois clairement faire observer, pour tous ceux et celles qui sont présents aujourd'hui :

ceux et celles qui s'opposent à ce que nous disons aujourd'hui sont la preuve de l'existence de ce scénario; pour que ces audiences soient sincères, il faut une véritable ouverture d'esprit.

Pour moi, le Canada est le premier et le dernier. Parce que nous n'avons pas oublié. Parce que je suis un Trudeau-iste, ce qui est synonyme de patriotisme.

Contrairement à d'autres qui ont infiltré le gouvernement, je ne possède aucun compte bancaire en Suisse. Nous devrions tous nous demander en quoi le Canada profitera du PTP et pourquoi nous devrions l'appuyer compte tenu des risques flagrants et évidents qu'il pose.

À titre d'information, permettez-moi de vous rappeler et de professer que le Canada doit revenir sur les soi-disant accords conclus après Trudeau. Nous devons plutôt continuer d'avancer, comme je l'écris depuis 2003, comme de malheureux moutons sortant d'une falaise.

Le dernier gloussement de la classe dirigeante américaine, qui méprisait celui qu'elle appelait « Pierre Elliott Trudeau, le communiste », c'est qu'elle aura ouvert le dernier chapitre de facto de l'annexion sous le nez même de son fils, l'enseignant, une pauvre figure de proue.

Abdul Pirani

Présentation orale – Montréal – Le 10 mai 2016

Le PTP est un accord multilatéral favorisant l'investissement et les droits des sociétés. Douze pays côtiers du Pacifique y sont parties prenantes. Le Canada s'est joint aux négociations en 2012. Le texte de l'accord a été élaboré dans le secret. Même les députés ont été tenus à l'écart, tandis que les lobbyistes y avaient un plein accès. La ministre Freeland l'a signé le 4 février dernier. Une période de deux ans a été allouée pour sa ratification, sans possibilité d'y apporter des modifications. Je me demande d'ailleurs si la présente consultation sera utile, puisqu'il est impossible de modifier le texte original. Il faut intensifier les efforts pour mieux sensibiliser les gens au PTP, en l'occurrence à ses répercussions sur le citoyen ordinaire.

Depuis 20 ans, les gouvernements et les sociétés nous disent que le libre-échange, comme celui prévu par l'ALENA, est une bonne chose pour nous, qu'il nous apportera une prospérité accrue. Des études montrent qu'ils avaient tort il y a 20 ans et qu'ils ont encore plus tort aujourd'hui, car le libre-échange crée des inégalités entre les pays riches et les pays pauvres, ainsi qu'entre les riches et les pauvres au sein même des pays, dont le Canada.

Cet accord entraînera la perte de 50 000 emplois au Canada et creusera les inégalités en raison de la part réduite des gains des travailleurs. M. Jim Stanford, économiste principal pour Unifor, soutient que ces accords commerciaux n'auront aucune incidence immédiate sur les indicateurs clés, comme l'emploi, l'investissement et les exportations.

Nous avons assisté à la privatisation de nos soins de santé, de notre système d'éducation et d'autres services sociaux, comme H<sub>2</sub>O, le transport en commun et l'énergie. Au cours des dix dernières années, nous avons vu les Canadiens souffrir à un point tel qu'à l'instar des pays du tiers monde, la classe moyenne y a presque disparue.

Les habitants de ma région, la Montérégie, sont inquiets. Bon nombre d'agriculteurs ont participé à des manifestations pendant la campagne électorale; ils souhaitent conserver leur terre et continuer de pratiquer l'agriculture. Le gouvernement actuel n'a pas dit qu'il respecterait sa promesse de faire bénéficier les producteurs laitiers et fromagers d'une indemnisation, ni de nous protéger contre les protéines laitières et le lait américain contaminé par les hormones de croissance bovine, s'il entre au Canada.

Il existe dans l'accord des dispositions qui protègent les sociétés pharmaceutiques contre la concurrence et les médicaments génériques, qui feront augmenter les coûts pour les consommateurs canadiens de plus de 1 milliard de dollars par année.

Malgré tous les avantages qu'il comporte pour les États-Unis, le PTP fait face à une forte opposition. Le Congrès et le Sénat s'y opposent, tout comme les aspirants candidats à la Maison-Blanche.

Rien ne justifie que le Canada prenne rapidement des engagements à l'égard du PTP. Les États-Unis ne le ratifieront probablement jamais.

Les politiciens américains rejettent le PTP en grande partie à cause de la disposition sur le RDIE.

Selon J. Stiglitz, le PTP n'est pas un accord commercial. Certes, il s'agit d'un accord pour gérer le commerce. Le PTP comprend le controversé mécanisme de règlement des différends.

Depuis 1994, le Canada a fait l'objet de 35 réclamations au titre de l'ALENA, la plupart sur des mesures de protection de l'environnement et de gestion des ressources.

Voici un exemple digne de mention : une poursuite de 250 millions de dollars intentée contre le Canada et le moratoire du Québec sur la fracturation liée au gaz de schiste dans le fleuve Saint-Laurent.

Enfin, la disposition sur le RDIE menace la politique sur le climat et les droits des Autochtones.

Les Canadiens sont favorables aux sentiers ensoleillés des véritables changements; ils ont d'ailleurs été témoins de certains de ces changements par le gouvernement actuel au cours des six derniers mois.

Toutefois, le tiède appui qu'accorde le gouvernement actuel, qui tient des audiences publiques limitées et de façon guère enthousiaste, à l'AECG et au PTP donne l'impression qu'il soutient le libre-échange.

Les politiciens n'appellent pas un chat un chat. Si vous souhaitez faire une véritable différence pour la classe moyenne du pays, il n'est pas trop tard pour que le gouvernement change sa façon de faire, du moins en ce qui concerne l'AECG et le PTP.

Merci de m'avoir écouté.